

Capacitation

Citoyenne

La "feuille"

N°10

avril
2008

Réseau

Capacitation Citoyenne

des collectifs qui interrogent et croisent leurs pratiques
pour renforcer leurs actions solidaires et citoyennes



Des initiatives citoyennes, du Pérou à l'Europe

Contact

www.capacitation-citoyenne.org

Capacitation-Citoyenne est animé par Periferia et « arpenteurs ». Vous retrouverez toutes les informations et les projets en cours, les livrets disponibles... sur le site.

Periferia

rue de la Colonne, 1
1080 Bruxelles
Belgique
Tél: +32/0 2 544 07 93
contact@periferia.be
www.periferia.be

« arpenteurs »

9, place des Ecrins
38 600 Fontaine
France
Tél: +33/0 4 76 53 19 29
contact@arpenteurs.fr
www.arpenteurs.fr

Capacitation Citoyenne est financé par



CENCA, pour une construction collective de Lima

Les périphéries de Lima...

CENCA est situé à Lima, capitale du Pérou, 8 millions d'habitants. 75% de la population habite dans la périphérie et la moitié vit avec moins de deux dollars par jour, soit un salaire moyen d'environ 150 dollars par mois.

Dans les périphéries de Lima, les gens s'auto-organisent, à la marge de la légalité, pour construire des logements. Il n'y a donc pas à proprement parler d'habitants de la rue (SDF). Ainsi, les nouveaux arrivants se retrouvent dans une grande précarité qui se traduit, entre autres, par une difficulté dans l'accès à l'eau, aux voiries et au système d'assainissement. Ces logements de fortune sont construits sur des terrains instables, menacés de s'écrouler en cas de tremblements de terre.

L'irrégularité des constructions est une solution aisée pour les pouvoirs publics. D'une part, elle évite l'investissement conséquent d'une véritable politique de logement. D'autre part, elle permet une expulsion relativement facile des populations en cas de mise en œuvre de grands chantiers urbains, tels que la construction d'axes routiers ou de pôles industriels.

Depuis une vingtaine d'années CENCA travaille, entre autres, dans le district de San Juan de Lurigancho (environ 1 million d'habitants), un des plus grands districts (commune) de l'agglomération de Lima où elle implique le plus grand nombre possible d'acteurs dans la construction d'une ville viable pour tous, en particulier les plus pauvres.

CENCA travaille avec la population locale pour organiser l'accès à de meilleures conditions de vie dans la ville. Des techniciens aident les familles installées sur les terrains "vierges" (légalisation foncière, plans pour les services), préparant ainsi une intervention structurée des pouvoirs publics.

Des actions sont aussi menées avec les personnes qui tirent leurs revenus du commerce informel. Il s'agit d'augmenter leur revenu en proposant des services tels que : une formation en gestion, une amélioration des canaux de commercialisation...

CENCA construit enfin les conditions d'un débat et de propositions collectives entre les différents acteurs de la ville.

Ecole de Formation Populaire

Suite à différentes pressions populaires, des espaces de participation ont été mis en place par les pouvoirs publics, au niveau municipal. CENCA a créé une école de formation populaire pour aider les citoyens à y avoir un impact significatif.

Deux jours par semaine, de 19h à 21h, des personnes de la périphérie se retrouvent pour se former à penser la ville et à formuler des propositions concrètes de politiques publiques. Cette formation a lancé une dynamique sur les territoires en termes d'activités culturelles, sportives... Par exemple, une coopérative de crédit pour financer le lancement d'activités productives et assurer l'autonomie financière à des organisations populaires. Environ 80% des "leaders populaires" du district sont passés par cette école. Les "leaders populaires" sont les personnes qui participent aux instances de participation telles que les "Tables de Concertation", ils jouent un rôle de mobilisation, de relais et d'organisation de la population.

Les tables de concertation à San Juan de Lurigancho

D'une crise à des solutions inventives

A la fin des années 80, les crises internationales ont de lourdes répercussions au Pérou. Une hyper inflation, pouvant atteindre 3000% en une journée, va obliger les gens à trouver des solutions alternatives pour vivre. Les femmes ont été les premières à se mobiliser pour agir et constituer un mouvement. Appuyées par quelques organisations, elles ont mis en place divers types d'initiatives collectives telles que les Cantines populaires, les assistants de santé et les campagnes du "verre de lait". Elles ont mis en place un comité de gestion pour ces trois types d'action et ont invité des associations à s'engager avec elles.

Un lieu de proposition et de débat

Au sein de ce comité, les différentes personnes ont commencé à réfléchir sur les thématiques globales (la santé, le logement, l'emploi...) qui s'étendent au-delà des actions d'urgence. Progressivement, cette "table de concertation" est devenue un lieu où l'on construit des propositions à court terme mais aussi à moyen terme. Elles ont donc ouvert les discussions et la coordination à toute personne souhaitant s'y investir afin de définir des priorités communes.

Des commissions thématiques ont été créées pour rédiger des propositions concrètes et les adresser aux différents interlocuteurs publics compétents. À partir de ce moment-là, les organisations professionnelles ont commencé à se retirer pour ne plus intervenir dans les décisions qu'en termes d'appui technique.

Aujourd'hui, la table de concertation est composée d'environ 500 "leaders populaires" représentant l'ensemble des quartiers et des associations de la zone périphérique de San Juan de Lurigancho. Ils se réunissent une fois par mois en assemblée plénière.

Ils décident des priorités à partir d'une présentation de l'état des travaux réalisés en commissions. À ce jour, six commissions se réunissent une fois par semaine pour avancer respectivement sur les thèmes suivants : le logement, la santé, l'éducation, l'enfance, les activités sportives et la reconnaissance de la femme.

Un lieu de changement social

Les propositions débattues et défendues collectivement par l'assemblée sont transmises aux pouvoirs publics et aux différents ministères adéquats. Elles peuvent même prendre la forme de propositions de lois transmises au pouvoir législatif. Par exemple, les acteurs de la table de concertation essaient de permettre la prise en compte de l'avis des habitants concernés dans les projets de développement de San Juan de Lurigancho. Actuellement, seuls les pouvoirs publics sont habilités à donner leur avis sur les lignes directrices du développement du district.

Si une simple transposition de ce qui se passe à Lima n'a pas nécessairement beaucoup de sens par rapport aux réalités françaises ou belges, des effets d'inspiration sont pourtant très forts.

Le 4 février 2008, plusieurs initiatives collectives (123 Logements, «arpenteurs», Espaces Citoyens, Groupe d'action droit au logement, La Rochelle, CIEP, Paroles d'habitants, Passerelle, Periferia, Solidarités Nouvelles) se sont rencontrées autour de la venue de Paul Makedonski de CENCA, institut de développement urbain à Lima. L'objectif de la journée consistait à comprendre l'initiative de CENCA pour enrichir nos propres dispositifs.

Les résultats dépendent de nous...

L'individualisation, un problème structurel

Quand on entend Paul Makedonski nous raconter ses expériences, on se rend compte qu'en Europe «*nos solidarités sont devenues froides*». On ne sait plus ni comment on a obtenu nos acquis sociaux, ni pourquoi il est important de défendre collectivement nos droits.

Il s'agit aujourd'hui de se ré-approprier le sens social et de s'opposer à l'individualisation qui se traduit à deux niveaux :

Le système favorise son développement

En Belgique, la réglementation impose aux personnes de rester seules pour toucher les allocations sociales. On peut donc constater que parfois les lois et les droits sociaux poussent eux-mêmes à l'individualisation et au "détricotement" des liens familiaux. Parfois, les enfants doivent quitter le foyer pour que les parents puissent bénéficier de la totalité des allocations sociales ou de chômage. Or face à la situation actuelle de la crise du logement, la vie en communauté dans des maisons ou l'habitat groupé peut être une alternative.

La privatisation des services publics

Par exemple, la privatisation de la poste a eu des conséquences sociales, non seulement en termes d'emploi et de coûts, mais également sur la sociabilité dans les quartiers. Les restructurations ont provoqué la suppression de bureaux de poste locaux et de nombreux emplois de facteurs, seules sources de lien social important pour certaines personnes isolées.

La participation, levier de la construction collective

Pour Solidarités Nouvelles, la participation des gens est devenue un enjeu crucial. Grâce à elle, on parviendra à changer la logique actuelle, à passer de la solidarité froide

à la solidarité chaude, de l'assistantat individuel à l'entraide collective. Au contraire, la mise en œuvre d'un salaire au mérite est la meilleure manière d'opposer les gens les uns aux autres.

Il est aussi essentiel de «*partir des préoccupations des gens et des situations de crise*» pour faire mouvement. Carolo-rue implique les toxicomanes dans la transmission des informations sur les risques et les maladies liés à la toxicomanie parce qu'ils sont les mieux placés pour en parler.

Ensuite, il est possible d'aborder les problèmes dans leur globalité, voire d'élargir à d'autres thématiques, et à d'autres réseaux. Ce fonctionnement permet de faire des «*allers et retours entre les luttes locales et globales*» pour alimenter le travail aux différentes échelles.

Il est indispensable de créer des espaces de débats et de concertation entre les différents acteurs de la ville, et particulièrement les habitants, pour construire collectivement des solutions à leurs problèmes.

Les budgets participatifs, moyen d'une créativité institutionnelle

Dans cette perspective, les essais de budget participatif sont intéressants. On se trouve devant la situation où les pouvoirs publics financent de l'action transformatrice. Par exemple, les budgets participatifs du Relais Social de Charleroi ont permis qu'un groupe d'habitants de la rue s'associe à un mouvement européen ou de mettre en œuvre des projets collectifs de précaires. Cette dynamique se renforce encore si l'on incorpore, dans le comité d'acceptation des projets, les groupes qui en ont déjà bénéficié.

Si l'enveloppe complète n'est pas attribuée à la fin de l'année, ce n'est pas pour autant que le budget sera diminué l'année suivante. Le fait de discuter collectivement des budgets préserve l'avantage de ne pas pousser les pouvoirs publics à la dépense. Ce qui permet de gérer l'argent public sans gaspillage.

... Les résultats dépendent de nous

Du parcours individuel au collectif

Dans plusieurs structures, on mène un travail d'accompagnement individuel par rapport aux questions de logement, d'emploi... A quel moment peut-on passer de l'individuel au collectif dans ces circonstances ?

Au GADL de Liège, cela passe par l'inscription des parcours individuels au sein de réseaux et de mouvements plus larges. C'est le cas du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté qui défend des propositions faites par les acteurs du terrain. «*À Liège, on est parti d'un ensemble de cas individuels disséminés pour tisser des liens entre les causes de ces différentes exclusions; réfléchir sur les manières d'agir auprès des sociétés de logements sociaux pour qu'elles nous considèrent comme des partenaires de leur plan de développement et proposer des alternatives crédibles aux pouvoirs publics, au niveau de la Région Wallonne.*» Il y a donc tout un chemin à parcourir pour passer du cas individuel à la dimension collective et politique.

Un collectif, composé en partie de syndicats, propose le "Libre Parcours" aux partis politiques c'est-à-dire la gratuité des transports en commun pour les personnes ayant des allocations sociales. Cette proposition fait écho à ce qui existe déjà dans certaines villes de France. Des personnes touchant les ASSEDIC (assurance chômage) ont la possibilité de se déplacer gratuitement dans les transports publics.

La question de l'emploi reste le souci principal des personnes en précarité, confrontées à des problèmes de logement. Certains pensent qu'on devrait créer des emplois dans des secteurs alternatifs, comme dans des entreprises de services. Une expérience de création d'une entreprise de location de vélos à Lille montre qu'en imaginant et créant des "alternatives", on peut répondre à de nombreux besoins fondamentaux: création d'emplois, récupération de matériel, nouveaux modes de transports moins coûteux et plus respectueux de l'environnement... Par un engagement individuel, on sert des objectifs collectifs. Pour parvenir à résoudre des problèmes d'ordre collectif, certains choisissent d'assumer à la fois un engagement militant et un mandat dans des structures décisionnelles, dans la perspective de pouvoir influencer significativement la construction des règles.

Des relations entre thématiques ?

Dans la mesure où tout est lié, on ne peut pas "saucissonner" les gens, ni les problématiques. La question du logement est indissociable de celles de la santé et de l'alimentation. Beaucoup d'associations travaillent en réseau pour dépasser les clivages et recréer de la transversalité entre les thématiques. Elles font un travail en "tuilage".

Il ne s'agit pas de se fédérer, avec le risque de créer des hiérarchies et de la centralisation, mais de travailler en réseau, c'est-à-dire de croiser nos réflexions et moyens de lutte dans le respect de la place de chaque structure. Dans les forums sociaux locaux, on peut approcher le logement par la thématique de l'énergie renouvelable. Mais les petites organisations ne s'y retrouvent pas nécessairement. Elles apportent leur pierre à l'édifice, mais ont des difficultés à retrouver leur participation dans ces espaces.

C'est aussi une manière d'inscrire ces luttes dans la durée et ne pas perdre l'énergie. Il faut absolument «*tendre une toile d'araignée entre différentes initiatives*» et se définir des enjeux à long terme qui soient communs et transversaux.

La transformation, un enjeu crucial

Mettre les citoyens au cœur des décisions, c'est évidemment important. Mais il s'agit d'être vigilant. La transformation sociale doit être au centre de nos préoccupations. Elle se concrétise par une meilleure répartition des richesses permettant davantage d'équité et de justice sociale.

Un travail au niveau communal est intéressant à cet égard. Les Groupes d'Action Locale, par exemple, essaient de pousser les communes dans lesquelles ils sont actifs à prendre des attitudes politiques telles que le rejet des accords de libre échange ou le refus des expulsions.

Les résultats dépendent de nous, il faut «*continuer à combattre*» et toujours «*se donner le droit de penser*».

Prochaine plénière de Capacitation Citoyenne

Les 23 et 24 mai 2008 à Bruxelles

Une nouvelle rencontre annuelle de tous les groupes pour définir ensemble notre programme d'actions et faire avancer la "Karavane", après les rencontres locales de fin avril début mai.

La Karavane

Un évènement Capacitation Citoyenne pour permettre de montrer un foisonnement d'initiatives, portées par chacun, en croisant nos pratiques, montrer que «*on est capable de changer les choses*» et qu'en se rassemblant on se renforce.

Retrouvez tous les détails sur le site
www.capacitation-citoyenne.org